



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

Strasbourg, le 14 mars 2012

7646/12

**PE 102
ECOFIN 256
JUR 145
INST 205
UEM 60**

NOTE

du :	Secrétariat général
aux :	Délégations

Objet :	Séance plénière du Parlement européen, 13 mars 2012 Déclarations du Conseil européen et de la Commission - conclusions du Conseil européen (1-2 mars 2012)
---------	--

Le Président du Conseil européen Mr Van Rompuy, a prononcé le discours repris en Annexe I.

M. Barroso, au nom de la Commission, a prononcé le discours repris en Annexe II

Au nom des groupes politiques, les députés ont félicité le Président du Conseil européen pour son nouveau mandat.

M. Daul, PPE, FR a estimé qu'il y avait deux leçons majeures à tirer de la crise, la première étant que le redressement des finances publiques nationales et régionales ne pouvait plus attendre. Il a salué la signature du Traité budgétaire, estimant que les 25 Etats membres signataires avaient ainsi montré qu'ils avaient tiré les leçons de la crise. Rappelant que le Pacte de stabilité n'avait pas été respecté par le passé, il a souligné l'importance d'une bonne mise en œuvre des dispositions de discipline budgétaire qu'il contient par les Etats membres ainsi que le rôle de la Commission.

Il a énoncé comme deuxième leçon à tirer de la crise l'importance à donner à la reprise d'une croissance durable et créatrice d'emplois et a regretté l'absence de réelle avancée sur ce point depuis le début de la crise, estimant que le Conseil européen s'était contenté de faire des recommandations aux Etats membres, sans coordination ni plan d'ensemble. Il a regretté que la Commission, tout en déployant une intense activité et de nombreuses initiatives, n'ait pas développé un projet d'ensemble pour la croissance et l'emploi, ainsi que la lenteur avec laquelle les Etats membres appliquent les règles pour lesquelles ils se sont engagés. Il s'est référé au rôle de la Commission pour assurer cette mise en œuvre.

Il a annoncé des propositions de son groupe articulées autour de deux lignes d'action, l'une relative au marché intérieur, l'autre relative à des investissements tournés vers la croissance et l'emploi, et une lettre publique afin de les soumettre au Conseil et à la Commission. Concernant le marché unique, il a indiqué que des mesures seraient proposées dans ce contexte pour abolir les obstacles, notamment dans le secteur tertiaire, qui continuent de nuire au bon fonctionnement de ce marché. Il a demandé à la Commission de veiller non seulement au respect des règles existantes par les 27, mais aussi de proposer un paquet législatif assorti d'un calendrier en vue de parachever le marché intérieur en formulant dans un premier temps des propositions législatives pour une dizaine de secteurs du marché intérieur en vue de leur adoption d'ici 2014. Se référant à une politique d'investissements européenne, il a proposé de sanctuariser dans les budgets européens des prochaines années une part des fonds déjà existants en vue d'investissements porteurs de croissance et d'emplois, mais aussi de se doter de ressources propres. Il s'est référé à l'effet démultiplicateur des fonds européens et a cité l'exemple de la politique menée dans le secteur de l'énergie.

M. Swoboda, S&D, AT a salué les décisions du Conseil européen visant à octroyer le statut de pays candidat à la Serbie et a regretté par ailleurs la décision de ne pas étendre l'espace Schengen à la Bulgarie et à la Roumanie. Il a regretté les déclarations politiques faites au sujet des accords de Schengen dans certains Etats membres et a mis en garde les élites politiques contre la tentation de réveiller les nationalismes. Concernant l'économie, il a estimé que les décisions prises allaient dans la bonne voie, mais étaient insuffisantes, et qu'il était essentiel de prendre des mesures pour assurer une participation équitable des bas salaires aux bénéfices de la mondialisation, pour lutter contre le chômage des jeunes et pour préserver à tout prix le modèle social européen, quitte à le réformer. Il a estimé qu'il fallait prendre des mesures de soutien de la demande.

M. Verhofstadt, ALDE, BE a également critiqué les déclarations politiques de campagne concernant l'acquis de Schengen. Concernant la crise financière et économique, il s'est montré sceptique quant à savoir si l'UE s'engageait vers une sortie de crise, quant à l'efficacité à moyen terme des mesures prises par la BCE pour injecter des liquidités sur les marchés interbancaires. Il a estimé que des mesures structurelles étaient nécessaires, notamment une mutualisation partielle de la dette publique des Etats membres. Il a indiqué que cela était conforme aux traités européens ainsi qu'aux règles constitutionnelles des Etats membres, et que le Parlement européen serait réticent à approuver de nouvelles propositions législatives à l'avenir si ces mesures n'étaient pas prises. Enfin, il a appelé à des mesures plus fortes et plus décisives pour mettre un coup d'arrêt à la répression terrible en Syrie.

M. Cohn-Bendit, Verts/ALE, FR a désapprouvé les déclarations politiques de certains leaders politiques concernant l'espace Schengen, et a estimé par ailleurs qu'il fallait cultiver de bonnes relations avec la Turquie afin de s'assurer de sa coopération aux frontières de l'UE. Concernant la sortie de crise, il a appelé à s'engager sur une triple règle d'or, qui impose le respect de certaines règles non seulement dans le domaine des finances, mais aussi en matière sociale et environnementale. Il a estimé qu'en l'absence d'un paquet équilibré de mesures prenant en compte toutes les dimensions de la crise, une sortie de crise et une reprise économique était illusoire, l'austérité ayant pour résultat d'asphyxier le pouvoir d'achat des populations et l'économie dans son ensemble. Il a appelé à une sorte de plan Marshall pour la relance qui soit à la hauteur de l'ampleur des besoins et des efforts déployés pour sauver les banques. Il s'est prononcé en faveur de la création de nouvelles ressources propres pour financer le budget européen et pour une approche économique plus verte. Concernant l'évasion fiscale, il a appelé à des mesures plus déterminées pour lutter contre les phénomènes de concurrence déloyale générés par ces pratiques et à des mesures réglementaires permettant une levée partielle du secret bancaire, sur le modèle de la législation américaine dans ce domaine. Enfin, il a regretté les perspectives insuffisantes offertes à la Bosnie et s'est rallié à la demande du député Verhofstadt pour des initiatives plus fortes de l'UE pour le soutien, notamment humanitaire, à la population syrienne.

M. Callanan, ECR, UK a salué la position des Etats membres qui s'étaient prononcé contre le traité budgétaire et s'est référé aux difficultés d'autres pays à respecter ses dispositions.

Concernant la Grèce, il a estimé que les mesures prises condamnaient une génération entière du peuple grec à la pauvreté et a estimé qu'il serait préférable d'organiser sa faillite contrôlée et sa sortie de l'euro. Il a regretté ce qu'il a considéré un manque d'attention donnée au contenu de la lettre de douze dirigeants européens en faveur d'une stratégie de relance par le développement du marché intérieur. Il s'est également référé de manière critique aux déclarations politiques concernant l'acquis de Schengen.

M. Murphy, GUE/NGL, IE s'est montré critique vis-à-vis des décisions du Conseil européen, qui avaient eu notamment pour résultat une montée en flèche du chômage et de la paupérisation, une dégradation des conditions de travail et des services publics. Il a désapprouvé les déclarations de son président qui niaient la réalité et a estimé que les Etats membres avaient cédé au chantage et à la peur en signant un traité intergouvernemental qui empêchait de mener un véritable débat démocratique dans les pays concernés.

Mr Farage, EFD, UK a estimé que le discours du président du Conseil européen ne rendait pas compte de la situation réelle concernant la sortie de crise et l'état de l'économie et de la situation sociale en Grèce. Il s'est référé aux recours annoncés contre le plan de rachat de la dette grecque par certains détenteurs d'obligations grecques et a estimé que tout cela ressemblait à une vaste supercherie. Il a conclu en estimant que l'histoire donnerait tort aux défenseurs de cette politique.

Dans leurs interventions à titre individuel, les députés ont largement repris les argumentations développées par les orateurs précédents.

Dans ses remarques finales, le Président de la Commission a clarifié les éléments suivants:

- concernant la lettre des douze leaders européens, il a indiqué pouvoir souscrire mot pour mot aux préconisations de la lettre concernant le renforcement du marché intérieur, mais a toutefois précisé que l'absence de référence à la dimension sociale, à la lutte contre la pauvreté et à la mise en œuvre de la stratégie UE 2020, à laquelle les Etats avaient souscrit à l'unanimité, constituait une lacune importante de la stratégie proposée. Il a appelé le Parlement européen à lui apporter son soutien pour promouvoir la mise en œuvre de cette stratégie de renforcement du marché intérieur.

Il a indiqué que, dans la réponse qu'il avait adressée aux douze chefs d'Etat et de gouvernement, il avait joint une annexe énonçant toutes les mesures prises par la commission et le Conseil en vue de l'approfondissement du marché intérieur. Citant notamment l'exemple du brevet européen, en négociation de puis une trentaine d'années, il a souligné que les blocages venaient souvent de certains Etats membres et pas des institutions de l'Union;

- concernant la Grèce, il a estimé qu'il était intellectuellement et politiquement malhonnête, de la part de ceux qui n'avaient pas manifesté la solidarité en vue d'un soutien financier en faveur de la Grèce dans cette situation difficile, de dire que l'euro était la cause de la situation dans laquelle s'était trouvé ce pays, les causes étant en réalité liées à l'effet combiné des errements des marchés financiers et d'une mauvaise gouvernance des finances publiques par les gouvernements successifs dans ce pays dans le contexte d'une union monétaire inachevée. Il a également récusé comme malhonnête toute idée selon laquelle la mise en faillite de la Grèce ou sa sortie de la monnaie unique pourrait apporter un quelconque soulagement à ce pays. Il a estimé que les déclarations politiques visant à dire que le programme de sauvetage en faveur de ce pays n'étaient d'aucune utilité et a appelé plutôt tout un chacun à contribuer aux efforts communs pour sortir le pays de l'ornière. Il a reconnu que le coût, y compris social, de ce sauvetage avait été énorme, mais qu'il n'y avait pas d'autres solutions que d'en passer par là dans l'état actuel des choses.

- en réponse à un député ayant estimé que des poids et des mesures différents étaient appliqués aux Etats membres, en référence à la position adoptée par l'UE vis-à-vis de la Hongrie, il a indiqué que la Commission appliquait les traités de manière égale et équitable à l'égard de tous les Etats membres, mais que les Etats membres n'y répondaient pas nécessairement de la même manière. Il a mis en garde contre la création de clivages artificiels entre Etats membres.

Enfin, il a constaté que certains éléments faisaient l'objet d'un large consensus dans l'assemblée et a énoncé :

- les impératifs de lutte contre le chômage des jeunes;
- les mesures de lutte contre l'évasion fiscale (il s'est notamment référé sur ce point à un mandat de négociation avec des pays tiers qui était bloqué depuis plusieurs mois au Conseil);
- l'achèvement du marché intérieur, au sujet duquel il a promis une initiative législative, et
- la création d'obligations européennes en vue de financer de grands projets d'investissement européens ("project bonds").

Il a conclu son intervention en appelant à passer des paroles aux actes avec sérieux pour respecter les promesses faites et stimuler la croissance et la création d'emplois en Europe.

Répondant à une deuxième série d'interventions des députés, le vice-président de la Commission M. Sefkovic a détaillé dans un second temps les mesures qui seraient prises par la Commission dans les prochains mois en vue de promouvoir les investissements et les mesures pour l'emploi, notamment à destination des jeunes. Il a rappelé la position de la Commission en vue de la création de nouvelles ressources propres pour financer le budget européen et s'est prononcé en faveur de l'extension de l'espace Schengen à la Bulgarie et à la Roumanie dans les meilleurs délais, ces pays remplissant désormais les conditions requises.

Le Président Mr Van Rompuy a souligné que l'approche suivie jusqu'à présent que les députés critiquaient était celle que les chefs d'Etat et de gouvernement avaient choisi à l'unanimité. Il a reconnu que la voie choisie était difficile et impopulaire et produirait des résultats à long terme. Il a indiqué que la crise n'était pas à son terme et que beaucoup de chemin restait à parcourir, tout en soulignant que plusieurs indicateurs (reprise du marché interbancaire, baisse des taux d'intérêt) démontraient que sa phase critique avait été surmontée. Il a estimé que la voie la plus sûre pour sortir définitivement de la crise passait par la restauration de la compétitivité et de la confiance dans l'avenir de l'eurozone ainsi que par des réformes structurelles et des marchés de l'emploi. Il s'est dit surpris du peu d'attention accordé par les députés dans la discussion au processus mis en œuvre dans le cadre du Semestre européen, qu'il a jugé fondamental. Il a estimé que cette politique de sortie de crise devait s'accompagner de mesures d'approfondissement du marché intérieur et d'investissements dans la recherche, l'éducation, l'emploi des jeunes et qu'il fallait par ailleurs garder le cap sur les objectifs climatiques afin de préserver l'avenir. Il a toutefois considéré que, dans l'état actuel des finances publiques des Etats membres, il n'était plus possible d'appliquer les mêmes recettes en matière de relance par l'investissement que par le passé et qu'il fallait employer des méthodes plus élaborées. Concernant les demandes des députés en vue d'une lutte contre l'évasion fiscale, il a indiqué que de telles mesures requéraient l'unanimité.

Concernant la Grèce, il a indiqué que l'UE avait fourni une aide financière à hauteur de l'équivalent de 100% du PIB de ce pays, que l'UE devait rester solidaire de ce pays et qu'une politique spécifique était nécessaire pour ce pays, dont un des problèmes majeurs était lié au manque d'équité inhérent à son système fiscal.

S'agissant de la Syrie, il a indiqué qu'en l'absence d'un mandat des Nations-Unies, la marge d'action de l'UE comportait des limites. Enfin, à propos de la Bosnie, il s'est référé à un entretien avec le président de ce pays et à la volonté de l'UE d'offrir une perspective à ce pays.

Le Président M Schulz, au nom du Parlement, a félicité M Van Rompuy pour son deuxième mandat.

**Remarks by President of the European Council
Herman Van Rompuy
at the European Parliament**

The meeting of the European Council on 1 and 2 March was positive and not overshadowed by an immediate crisis. But, there can be no complacency in facing the enormous economic challenges that still remain before us. Sustained effort on several fronts remains necessary.

One front is fiscal consolidation. Another is the growth and employment agenda. Some claim that these two are contradictory. It is our job to make sure that they are not. Since the 1930s, the main response to an economic downturn has been a fiscal stimulus: deliberate deficit spending by governments to boost demand. Indeed, in 2008, a co-ordinated fiscal stimulus was agreed, which undoubtedly helped in the short term.

However, the ability to use this instrument is limited, in most Member States, because of their already excessive debt levels. What had been a solution became a problem. The reasons behind the debt problem are diverse. In most cases, it is not because of gross profligacy in public spending. In some, it is because of large banking sectors, insufficiently supervised, which collapsed and had to be rescued by the taxpayer. In some others, economic growth fuelled by asset bubbles artificially boosted budget revenues which quickly collapsed with the crisis, increasing budget deficits and debt.

But for several, it is because of debt levels that accumulated gradually over time, leaving most Member States with debts well over the agreed maximum of 60% of GDP. They applied Keynesianism asymmetrically: deficits during a slowdown were rarely eliminated during peaks - let alone replaced by surpluses. They were left with no safety margin when the crisis hit.

That is why the rules agreed in the new Treaty on Stability, Coordination and Governance, that was signed on the occasion of this European Council, are so important. They do not prevent countercyclical deficits as long as the structural deficit over the economic cycle is balanced, or at least remains very small. Nor do they limit public expenditure: they simply provide that this must not be financed by excessive borrowing.

The European Council stated that all Member States should continue to respect their commitments under the Stability and Growth Pact, which has strongly been reinforced by the "6-pack". But at the same time, the focus on consolidation, especially in the short term, must go hand-in-hand with further efforts to secure economic growth and improve employment prospects. How to do this was the focus of both European Councils, in the context of the European Semester, and, as I reported to you already, the January one.

We approached the question from many angles. Making sure that at the same time as we bring budgets under control, we keep investing in our future, in education, in research and development, in innovation. Stimulating investment. Looking closely at expenditure. Making assistance to the unemployed more pro-active. Looking at revenues, for instance by tackling tax evasion and tax fraud.

Exploiting to the full the single market, especially the services and digital markets, as emphasised again in a letter by twelve colleagues. Reducing the tax burden on labour, especially on low income earners. Increasing trade. Opening sheltered sectors, such as professional services and retail. Improving the business environment, cutting red tape and paper work thanks to digital public administration. In short, making the right choices for jobs and growth in the midst of fiscal consolidation. All this will be monitored by the Institutions.

As you know, the Semester is our annual policy coordination tool, running from the release of the Commission's annual growth survey to the June European Council, which will adopt country-specific recommendations, a key moment in the semester.

Of course, some of the supply-side measures take time to have an effect, we have fiscal consolidation as a more immediate dampening effect on demand, but we may be able to avoid an overall contraction in credit. I hope banks will take advantage of the ample, liquidity support provided by the European Central Bank to pass on some of these resources to businesses and households. The action taken by governments and the ECB is also helping to stabilise sovereign debt markets in the countries under pressure. It is crucial for countries not to relent in their efforts and to stick to their commitments under the Stability and Growth Pact and the new Fiscal Stability treaty.

Alongside this monetary policy, the overall policy of restoring confidence in the eurozone at different levels will contribute to restore confidence by consumers and investors and will in that way contribute to growth and jobs. Our strategy is starting to work. We have reached a turning point in the crisis, while being fully aware of the remaining vulnerabilities.

We need a short and a longer term strategy for growth. The latter is embodied by the EU 2020 strategy, now also closely monitored in the Semester, but we need also a specific employment policy especially for young people. Even if the main responsibility lies with the Member States, the Union can give guidance, as we have done in the European Council Conclusions. We look forward to the Commission's forthcoming "employment package" to take this work further.

We also talked about the situation in Greece and we welcomed the progress made on the new Greek programme. The aim is to put the Greek economy back on a sustainable footing, both in terms of debt sustainability and competitiveness. Eurozone leaders support the efforts undertaken by Greece. And may I just underline, for those who claim that the European Union is "imposing" austerity on Greece, that, in fact, eurozone countries and the IMF are providing another €130 billion, on top of the first package of €110 billion, of long-term low-interest loans to Greece, and helped it secure a write-down of 70% of the net present value of its debts to private banks.

Overall support to Greece represents more than 100% of the GDP; without all this, Greece's situation, difficult as it is, would be far, far worse. But we do also need a strong growth-agenda for Greece mobilising European funds, foreign investments and maximising the growth potential of the Greek economy. The Commission was asked to step-up its technical assistance to Greece to achieve this Eurozone leaders also confirmed their commitment to reassess the adequacy of the overall ceiling of the EFSF/ ESM firewalls by the end of the month, via the euro-group. In addition they agreed to accelerate the payments of the pending capital for the ESM.

During this European Council, we had a wide range of other issues to discuss. On Serbia: we agreed to grant the status of EU candidate. This is a remarkable achievement - a result of the efforts demonstrated by both sides in the dialogue between Belgrade and Pristina. I hope it will encourage Serbia to undertake further efforts in order to meet the political and economic criteria for EU membership and to continue to support regional cooperation and good neighbourly relations in the Western Balkans. We expect further normalisation of relations between Belgrade and Pristina.

On accession of Bulgaria and Romania to the Schengen area, we asked the JHA Council to adopt its decision in September and, in the meantime, to identify and implement safeguarding measures aimed at contributing to the success to the process.

On Syria, facing an appalling situation, we focused on the three key aspects of this crisis. On the humanitarian side we called for an immediate end to the violence against civilians and human rights abuses, making clear that those responsible for atrocities will be held accountable. We also called for an unhindered access to humanitarian agencies -- the EU has already mobilised humanitarian funding.

On the political side we confirmed EU commitment to further increase the pressure on the Syrian regime, and invited the Council to prepare further targeted restrictive measures. We called on President Assad to step aside. As soon as a democratic transition begins, we are ready to develop a new partnership and provide assistance.

On the diplomatic front, we supported the efforts by the Arab League, the mission undertaken by Kofi Annan and the launching of the Group of the Friends of the Syrian People. We also called on all members of the UN Security Council, particularly Russia and China, to work together in an effort to stop the violence. Let us not forget that we cannot act decisively without a UN mandate. This view was unanimously supported. Evidence, I remind you that there is more common foreign policy than some think. We have a common position on Iran, on Syria, on Libya on the Southern Neighbourhood and so on. In other words, in the world's most dangerous region, the 27 are working hand in hand. It is a fact often overlooked.

Finally, I was honoured that all 27 Heads of State or Government of the European Council decided to ask me to continue as their President for another two years and a half. Furthermore, 17 of them, from the euro area countries, also asked me to chair the euro summit meetings.

Looking forward, it will not come as a surprise that my first priority will remain the economy. It is our life-line. We need a strong economic base, to preserve our social models to achieve high levels of employment also for the younger generations. And it is the only way to play a role on the world stage equal to our potential. It is a privilege to continue the work in this decisive moment for Europe.

**Speech at the EP debate on the conclusions of the December European Council
by Mr. Barroso, President of the European Commission
European Parliament plenary session
Strasbourg, 13 March 2012**

President of the European Parliament,

President of the European Council,

Distinguished members of Parliament

First, while I have already congratulated President Van Rompuy on his reappointment, I would like in this chamber to reiterate my thanks and appreciation for the work that he has carried out over the last two and a half years. I look forward to continuing to work with him to build a stronger European Union – stronger in defence of the interests of our citizens and also stronger in the world.

The President of the European Council has already outlined the main outcomes of this Summit, including the important discussions we had on external relations issues – namely the situation in Syria and relations with Iran, and of course the very important decision to grant candidate status to Serbia.

On my side I would like to highlight a few elements that demonstrate that the European Union may be turning the corner towards renewed stability and growth.

Let's be clear – there is now less tension regarding the Euro area, but we are not yet out of the crisis. The situation remains fragile and we have to complete our work, including with the reinforcement of the firewalls. These are the indispensable counterpart of our reinforced economic governance.

As I have said before in this Parliament, I expect Heads of State and Government to focus not just on short-term crisis management, but also on growth. Smart, sustainable, inclusive growth, which is the key to job-creation and the future prosperity of Europe. This was, and remains, the first objective of the Europe 2020 strategy and it is at the centre of the comprehensive approach behind the Roadmap to Stability and Growth I presented in this Parliament last October. This approach is now gaining support and this European Council was a step in the right direction, although a lot remains to be done.

At this summit, progress was achieved concerning key elements of this comprehensive approach:

First, an agreement for a response to the problems in Greece;

Secondly, financial stability;

And thirdly, job-creating growth through our Europe 2020 agenda, namely through concrete initiatives frontloading targeted investments;

Let me start with Greece. Some people continue to say that Greece will not make it. I ask why? Why should Greece not be able to do the necessary reforms to its competitiveness? I believe it is possible. The Greek government and the Greek Parliament believe it is possible. The decision on PSI shows that it can be possible.

The priority now is to make the second programme work. This is our collective task: supporting the Greek authorities and the Greek people. To that end, the Commission is already taking concrete steps:

Together with those Commissioners most closely involved, I have had very concrete talks with Prime Minister Papademos and his team about getting key growth-enhancing decisions taken immediately. As you will have seen from my letter, we have agreed to concentrate on a number of key priorities. Improving youth employment, promoting a more business-friendly environment, providing liquidity to SMEs, sweeping away barriers to the absorption of structural funds. These are all areas where we can make real progress in weeks, not months or years.

The Commission Task Force under Horst Reichenbach is currently on the ground discussing how to put these measures into practice with the Greek government.

And finally, just yesterday I held a meeting with President Hoyer of the EIB, the European Investment Bank, to examine how our support for Greece can be made more effective.

To cement this approach, I intend, in the coming weeks, to present, together with Vice President Rehn, a Communication on growth and jobs for Greece, taking stock of the progress that has been made and setting out the top priorities for the future.

As I set out in the Roadmap to Stability and Growth, finding a lasting solution to the problems in Greece is an essential prerequisite for stability. Without stability there is no confidence. And without confidence we will not get growth and jobs.

Honourable members,

The signature of the Treaty on Stability, Coordination and Growth was a further sign of the commitment to discipline and convergence. This, as you know, was not the Commission's preferred mechanism due to its intergovernmental nature. However, its signature – not only by euro area countries, but by 25 out of the current 27 Member States, is a political statement that the Euro is not just the currency of some countries but the Euro is the currency of the European Union. It is a strong political message about the irreversibility of the Euro. And it was very well received in fact by investors in Europe and outside Europe.

It is the very culture of financial stability that is a condition for true economic union. Together with the six-pack and the European Stability Mechanism, it is an important step in this process. It is therefore vital that all its appropriate provisions can be brought into line with European Union law as soon as possible. Contracting Member States have agreed to integrate the provisions of the Treaty into European law within five years. Already the Commission has proposed further amendments to the so-called Two Pack to make sure that important provisions of the Fiscal Compact are implemented under Community law. That means also with the active participation of this Parliament.

Naturally this agreement could not - and perhaps it should not – cover all the elements of an economic union, and its most pressing objectives like the internal market or economic, social and territorial cohesion. These objectives are indeed better pursued, from a Community perspective, in the framework of the existing EU Treaties, and through the European institutions and the Community method.

Honourable members,

Implementing the Europe 2020 agenda for growth and jobs dominated our agenda at the European Council. Financial stability is indispensable but is not sufficient. As we said several times we need financial stability and economic growth - one and the other.

As the Roadmap made clear, there are a number of elements towards growth that must be implemented at the same time. These include among others structural reforms, deepening of the Single Market, targeted investment – yes, we need investment, and boosting trade with foreign markets.

On these points, I made clear to the European Council that Member States must do more to close the implementation gap between political will and decisions taken on the ground.

I made it clear that it is not sufficient to speak about Europe 2020 only in Brussels, in the Justus Lipsius but we need to own this strategy at all levels including the social partners, the regions, our societies. I also made clear that we need a perspective of social inclusion because there are some situations of social emergency, raising poverty in many of our Member States.

I made the point that structural reform must be politically, but also socially acceptable to our citizens. Social dialogue is vital in this respect. That is why I place such importance on the Tripartite Social Summit at European level, and social dialogue between employers and unions at national level. This is one element in demonstrating that the path we are taking is a fair one, where the burden and the benefits are both shared.

Fairness was a key motivation behind the Commission's proposals for a Financial Transaction Tax last year. More broadly, the last three European Councils have highlighted taxation as a fundamental component in our recovery efforts. This should not be a surprise. Recent figures indicate that as much as €1 trillion is lost every year in the European Union through tax evasion and avoidance. Compare this €1 trillion to what is needed to consolidate national budgets and you think that many problems could be solved.

A strong, unified stance is the only way forward to tackle the issue. The Commission is working on concrete measures to toughen our stance against tax evasion and fraud.

But Member States have an important duty to fulfil at European level too. There is no reason for any further delay on adopting the revised Savings Directive and the negotiating mandates for tax agreements with third countries. This is blocked as you know at the Council level. This is another negative example of the implementation gap I mentioned earlier: positions taken at the European Council but are not afterwards followed by the Council or by the Member States.

Honourable Members,

I have said that the programme for achieving growth is Europe 2020. And the instrument to achieving it is the Multi-annual Financial Framework.

The European budget is a budget for investment. And I hope that it will be in this perspective that we will have constructive discussions in the Member States about it. And I am pleased to see that the European Parliament has taken that position.

I am also pleased that Commission proposals on project bonds for infrastructure development and the roll out of broadband were accepted at this European Council. Together with other priority actions such as accelerating some initiatives under the Annual Growth Survey and completing the Single Market, these measures will create jobs in the short term and make the European economy more competitive in the longer term.

Our citizens want to see real action that will make a difference to their daily lives. Since the informal European Council at the end of January, the Commission has been taking this action with regard to slashing youth unemployment and support to SMEs. The SMEs are the answer to the need to create more jobs in Europe. Commission teams have visited 8 Member States since then. In almost every case, in close co-operation with the national administrations, they found ways of helping get more young people into work.

Honourable members,

Let me close by reiterating that we have now come a long way in creating more stable conditions that will enable us to do the bulk of the work still before us.

What we need is not constant drama about the Euro, but hard work and determination in our action to sustain the European social market economy. No, the European social model is not dead. But in a more challenging environment, we need a more competitive Europe that delivers stability and growth through responsibility and solidarity.

Thank you for your attention.